

Une année de lutte rondement menée :

Malgré la lutte des universités qui a duré plus de 3 mois, c'est encore une fois, dans la déprime sociale que se termine cette année scolaire. Encore une fois les stratégies perdantes l'ont emporté, alors que nous étions pourtant nombreux à répondre présent lors des journées « éloignées » de grève interprofessionnelles des 29 janvier et 19 mars.

Il aura fallu attendre ensuite jusqu'au premier mai, jour férié, pour commencer à assister à l'effritement, de ce que qui aurait pu constituer l'embryon d'un mouvement durable et d'ampleur.

Faut-il en rejeter la faute sur la stratégie de « l'unité à tous prix » ou sur l'absence de volonté d'en découdre des grandes centrales syndicales, voire de leurs militants ? Quoi qu'il en soit, malgré un contexte de crise économique sérieux et pesant pour les plus démunis, il faut bien avouer que le gouvernement a plus que jamais les mains libres pour mener à bien ses réformes de destruction et que le niveau des enjeux a évolué de façon radicale depuis un an.

L'éducation dans l'œil du cyclone :

A tout seigneur tout honneur, l'Éducation nationale premier budget de l'État, se trouve depuis des années dans l'œil du cyclone. Il faut donc s'attaquer au mammoth pour que sa bonne graisse aille alimenter les secteurs en crise de rentabilité comme les banques et l'automobile. Tout observateur un peu objectif est obligé de reconnaître que derrière les multiples chantiers de démolition de la maternelle à l'université, se cache une seule et unique préoccupation, celle de faire des économies. L'acharnement de l'équipe Darcos-Pécresse à ne rien céder sur le fond est un symptôme que ce gouvernement n'abandonnera pas si facilement ses projets de suppression de dizaines de milliers de postes et d'une éducation au rabais notamment pour les jeunes des classes défavorisées. Déjà 16000 suppressions annoncées pour 2010.

Une seule solution ...

Il ne faut donc pas s'attendre à la moindre trêve malgré la nomination, à la place de Darcos, d'Eric Chatel porte parole du gouvernement. Ou encore la sortie du rapport Appar/Descoings (cf page 2). Ce dernier chargé par Sarkozy de faire passer la pilule à propos de la pseudo réforme du lycée, a sillonné la France pour « dire ce qui ne va pas et pour imaginer ce à quoi on n'a pas encore pensé ». Une fois son rapport pondu, il ressort que ce qui est visé principalement ce sont les statuts des enseignants, la mise en concurrence des établissements et un accroissement des pouvoirs des chefs d'établissement. En gros rien de nouveau sous le soleil du monde enchanté du libéralisme. Et comme la crise n'en est que dans sa première phase, il faut s'attendre à ce que la volonté de réduire les « faux frais » de l'exploitation ne devienne une véritable obsession de ceux qui nous gouvernent.

SOMMAIRE du N°11

Page 1 : Editio

Page 2 : Base élève / Rapport Appar et Descoings.

Page 3 : Répression / Le privé entre par la grande porte.

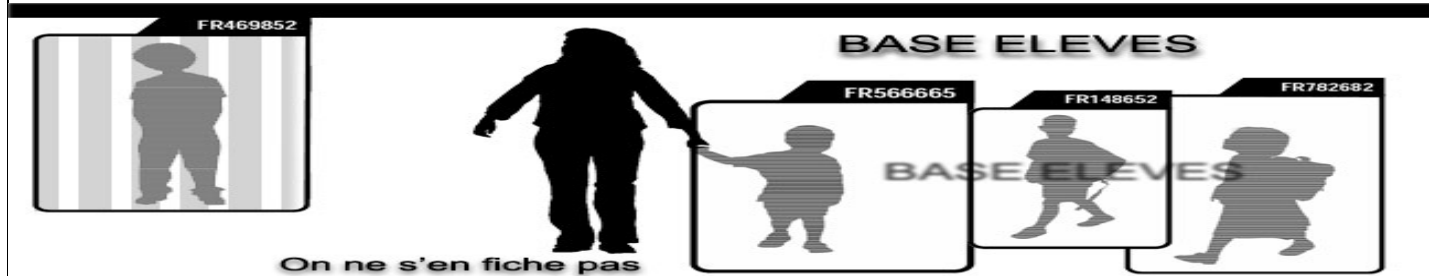
Page 4 : Université, retour sur une année de lutte.



**REFUSONS les
HEURES SUPPLÉMENTAIRES**

SUD AUGMENTATION des POSTES et des SALAIRES

Base élèves



Réuni le 11 juin, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a vivement critiqué le fichier national Base élèves. Il demande des modifications qui altèreraient de façon déterminante le fichier.

"S'agissant de Base élèves 1er degré, le Comité apprécie le fait que l'État ait en partie retiré les données sensibles incluses au départ. Mais, les objectifs de cette base de données et son utilité pour le système éducatif n'étant pas clairement définis, le Comité est préoccupé par l'utilisation de cette base de données à d'autres fins telles que la détection de la délinquance et des enfants migrants en situation irrégulière et par l'insuffisance de dispositions légales propres à prévenir son interconnexion avec les bases de données d'autres administrations".

Le comité exige deux mesures qui pourraient modifier profondément Base élèves. D'abord que les parents aient un droit de rectification et d'effacement du fichier. Ensuite il insiste sur la nécessité de sécuriser les accès au fichier.

Certains enseignants qui refusent Base élèves font l'objet de sanctions ou vont prochainement passer devant des commissions disciplinaires pour ne pas saisir le fichier. La décision de l'ONU affaiblit profondément ces procédures

Réforme du lycée : Rapports Apparü et Descoings

Alors qu'un nouveau ministre vient à point d'être nommé pour l'éducation, B.Apparü, rapporteur UMP de la mission d'information des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, et R. Descoings, président de Sciences Po Paris, chargés par N. Sarkozy de reprendre la réforme du lycée ont rendu leurs rapports.

Réduire le temps d'enseignement : Chez Apparü, on retrouve en classe de Seconde l'idée de 4 modules semestriels, la nette volonté de réduire le temps d'enseignement des lycéens (de 5 à 8 h en moins) avec l'objectif affiché de s'inscrire dans les suppressions de postes programmées. Pour le reste, Bac partiellement en CCF, réduction des redoublements en seconde obtenue avec des stages de remise à niveau durant les vacances (!), redéfinition du statut des enseignants et régionalisation du service d'orientation complètent le tableau.

Le rapport Descoings préconise des stages en entreprises généralisés, des partenariats avec des établissements du supérieur, un système de réorientation complexe mais qui vise aussi l'économie. Au-delà d'une seconde vraiment différenciée et sans module, l'architecture des séries n'est pas bouleversée ; des recommandations pour renforcer l'attrait de la voie technologique ou de la série L précèdent tout un catalogue de mesures, de l'évaluation à l'arrêt des cours à 15h.

Augmenter les effectifs à moyens constants : Comme dans « ses » lycées expérimentaux, Descoings plaide pour une réforme par capillarité, à moyens constants : ainsi on pourrait réduire à 30 les élèves en seconde des établissements difficiles ...en augmentant les effectifs du plus grand nombre !

Au-delà du détail des mesures, la Fédération Sud Education ne peut pas cautionner cette manière de voir certes moins catastrophique que celle du classique libéral Apparü. Les personnels, les parents et les élèves n'ont aucune illusion à entretenir : Sarkozy saura introduire les suppressions de postes programmées par son gouvernement mais « oubliées » par le rapport Descoings, car cela reste actuellement la motivation essentielle de ce gouvernement.

La fédération sud Education revendique : le rétablissement des postes supprimés, l'arrêt des 80 000 suppressions de postes engagées, le refus de toute « expérimentation » gouvernementale d'une réforme dans ce contexte. La liste des 123 établissements tests doit être retirée. Une véritable transformation démocratique du lycée qui doit notamment s'appuyer sur :

-Des créations de postes nécessaires au fonctionnement d'une école plus égalitaire.

-Des réductions d'effectifs par classe, des groupes réduits, du temps de concertation pour les équipes inclus

dans les maxima de service...

CARSITA « Collectif Anti Répression et de Soutien aux Inculpés de Tarnac et d'Ailleurs »

Un nouveau collectif est né à Besançon. Son but est de lutter contre la répression qui s'abat chaque jour un peu plus sur le mouvement social. Le collectif nous invite « à échanger, s'informer et réfléchir ensemble sur les législations mises en œuvre et leurs conséquences à long terme pour nous tou.te.s et nos enfants ». Ce collectif est constitué de citoyens, de militants d'horizons divers, et d'associations.

Une première projection débat a eu lieu le 21 juin aux Bains-Douches et une cinquantaine de participants ont pu ainsi échanger après la projection de « Opération Taiga », un film qui rappelle les phases de la répression qui s'est abattue sur une dizaine de jeunes de Tarnac soupçonnés d'avoir orchestré le court-circuitage de caténaires TGV à l'automne dernier.

Le collectif soutient Julien COUPAT, ses ami.e.s, sa famille et affirme qu'une justice d'exception, celle des lois anti-terrorisme, est incompatible avec la démocratie. L'affaire de TARNAC nous concerne tou.te.s, en ce qu'elle est emblématique du théâtre de peurs et de répressions qui s'abat chaque jour sur chacun.e de nous dans ce pays, avec son lot de libertés menacées, de principes foulés au pied, de vies saccagées.

Le collectif réclame l'abrogation des lois antiterroristes, l'abandon des contrôles judiciaires et des poursuites pour Julien COUPAT et toutes les autres victimes de la répression à Tarnac, Chambéry et ailleurs.

Pour rejoindre le collectif car c'est ENSEMBLE que nous pouvons nous opposer aux dérives constatées.

Rendez-vous Le lundi 6 juillet, 20h aux Bains/Douches (**angle rue de la Madeleine et rue de l'École**)

Pour les contacter par mail : carsita25@riseup.net

Répression des désobéisseurs dans l'éducation : plie toi ou on te pliera !

Erwan Redon ainsi qu'Alain Réfalo sont les premières victimes du totalitarisme d'état. Ces deux collègues du premier degré se sont opposés ouvertement aux contre-réformes du ministère. Qu'il s'agisse de base élève, des heures de soutien ou de quelconques directives du ministère, le refus de les appliquer est désormais sanctionné par de nombreuses journées de retraits de salaire (32 journées pour Erwan). Plus grave, il paie dorénavant sur l'un d'eux, des menaces de licenciement puisque la commission disciplinaire a été saisie et se réunira le 7 juillet. On les considère en faute professionnelle alors qu'ils assurent l'essentiel de leur service avec l'appui des parents d'élèves.

Nous sommes des milliers à condamner la politique gouvernementale et ses nombreuses déclinaisons : hiérarchie omnipotente, programmes scolaires rétrogrades, fichage généralisé des élèves, « politique migratoire » qui enferme puis expulse des familles dont les enfants devraient être dans nos classes.

Vous pouvez soutenir ces collègues en signant les pétitions en ligne : <http://www.sudeducation.org/article3100.html>

LE PRIVÉ ENTRE PAR LA GRANDE PORTE

La privatisation des services publics n'est pas un problème de "politique de la droite", encore moins franco-français. Il s'agit d'une offensive stratégique des grandes multinationales et de l'oligarchie financière organisée à l'échelle européenne et mondiale.

Il est impossible de s'y opposer sans mettre en cause la prétendue "construction européenne" ainsi que les accords de l'OMC et (entre autres) le rôle de l'OCDE. Rappelons également que la "stratégie de Lisbonne" date de mars 2000 et la Loi Organique Relative aux Lois de Finances (LOLF) d'août 2001.

Malgré le rejet de la part des citoyens de nombreux pays, la politique de l'Union Européenne de casse sociale et de démolition des droits démocratiques, soutenue simultanément par la « majorité de la majorité » et par la « majorité de l'opposition » comme lors du référendum sur le Traité de Maastricht en 1992, continue à nous être imposée.

L'ancienne conseillère de Lionel Jospin et co-auteure de la LOLF Anne Marie-Leroy, récemment devenue vice-présidente de la Banque Mondiale, estime avoir mis en évidence que la structuration de la fonction publique en corps de fonctionnaires avec des statuts spécifiques et gérés à l'échelle nationale n'est pas compatible avec ce qu'elle appelle explicitement « *la logique gestionnaire de la LOLF* », une « *révolution* » modifiant de manière « *radicale* » les bases mêmes du fonctionnement des administrations et des services publics dans notre pays.

La déréglementation au service d'une exigence de « *résultats* », et le développement des pouvoirs discrétionnaires de ceux qui gèrent les services sur le « *terrain* ». Dans cette perspective, les corps de fonctionnaires de l'État, gérés et évalués de manière « *centralisée* », deviennent anachroniques. Les chefs de service doivent pouvoir recruter et choisir les agents, les affecter, évaluer, récompenser, sanctionner...

Finis donc le statut qui garantissait l'indépendance des agents de la Fonction publique. Fusions/ Restructurations des services aux impôts et au trésor... La poste va devenir une société anonyme. Le gouvernement souhaite faire adopter son projet de loi sur la réforme des statuts de l'entreprise publique d'ici l'automne.

Sous couvert d'un plan d'urgence face à l'afflux de chômeurs, le service public de l'emploi amplifie son recours à la sous-traitance et aux opérateurs privés de placement. Les « majors » de l'intérim risquent de se tailler la part du lion.

Pour sauver l'école publique, convergeons avec les autres secteurs et soutenons les salariés du privé, les chômeurs, étudiants, sans papiers... Organisons-nous en Assemblées pour construire la grève générale.

RETOUR SUR UNE ANNEE MOUVEMENTEE DE LUTTE à l'UFC

Quels enseignements ? Dans un sens, ce mouvement avait quelque chose d'inespéré. Pour des syndicalistes SUD, jusqu'alors minoritaires dans l'enseignement supérieur, il s'agit un peu d'un rêve réalisé. Habituellement, ces militants se cantonnaient à un rôle d'accompagnement et de soutien des mouvements étudiants tandis que la majorité des collègues, lorsqu'ils n'étaient pas franchement hostiles aux grèves étudiantes, comme celle contre le LMD, avaient pour fâcheuse habitude de se cacher derrière les étudiants (cf les premiers blocages contre la LRU 11/07).

Certes, ce réveil des universitaires peut paraître bien tardif (le journal *Le Plan B* les a vertement brocardés à ce sujet), mais ne vaut-il pas « mieux tard que jamais » ? Certains étudiants ont remarqué avec amertume que les enseignants-chercheurs ne se mobilisent que pour préserver leur statut. L'absence de réaction ne serait-elle pas encore plus désespérante lorsque l'on s'en prend à leur statut ?

Quoi qu'il en soit, à Besançon, c'est la réforme de la formation des enseignants, la mastérisation, qui a déclenché un grand mécontentement dès la rentrée. Le projet de décret sur la modulation des services des EC est venu ensuite comme la goutte qui fait déborder le vase et conduit à la grève à partir de début février.

Cette grève, historique par sa durée, n'a produit que très peu de résultats concrets et s'avère lourde de conséquences pour tous les secteurs de l'Education nationale. Elle consacre l'impuissance des enseignants et des personnels qui peuvent cesser le travail pendant une très longue période sans gêner le gouvernement.

Menace sur la validation des diplômes ? : Devant la stratégie sarkozyste consistant à monter les étudiants contre leurs enseignants, le mouvement a fort justement décidé qu'il n'était pas possible de faire payer aux étudiants les conséquences de l'incurie gouvernementale. Mais, pour de multiples raisons, notamment « culturelles », il n'a pas été possible de poursuivre cette stratégie jusqu'au bout ! Si les universitaires avaient opté pour une telle action radicale, il n'est pas certain qu'ils auraient obtenu gain de cause. Au moins, ils gardaient la tête haute, avec un message clair aux étudiants : « Une grève des enseignants ne vous pénalise pas et nous serons prêts à repartir l'année prochaine ».

Quelles victoires ? : Même si le mouvement n'a quasiment rien obtenu, il n'est pas vaincu ! Même si les décrets sur la modulation des services et le contrat doctoral sont passés au Conseil des Ministres le 22 avril, ils ne sont pas encore appliqués. Concernant la mastérisation, malgré le passage en force prévisible durant l'été, ces masters « enseignement » n'en demeurent pas moins, des coquilles vides. Le fait que quasiment aucune maquette ne soit remontée (la peur du voisin a été temporairement vaincue), constitue une des grandes victoires de ce mouvement ! C'est bien le refus d'appliquer les réformes qui va être l'un des principaux moyens de poursuivre et approfondir le mouvement dans les années qui viennent.

Une formidable expérience humaine. Une prise de conscience collective s'est opérée qui devrait, on l'espère, avoir des effets durables. Au cours de toutes ces longues heures passées en AG et en débats interminables, les personnels et les étudiants ont appris à se connaître. De nouvelles solidarités ont émergé (la section syndicale SUD Education s'est bien étoffée), des collègues qui n'avaient jamais pris part à aucun mouvement ont fait grève pour la première fois de leur vie, ont rédigé des tracts, ont osé s'exprimer. L'Université s'est également réinventée dans de nombreuses actions telles que des cours « hors les murs » : mise en œuvre pacifique d'une conception radicale, gratuite et non utilitariste de la transmission des savoirs.

Il n'y a donc aucune raison d'être amer et, comme l'a dit l'un des nouveaux adhérents de SUD Education, on ne lutte pas pour gagner mais pour être en adéquation avec soi-même

